CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des finances de la Chambre des communes – Consultations pré-budgétaires 2013

Ce mémoire est soumis par :

(•) **une organisation** **Nom de l'organisation:** Centre canadien de politiques alternatives

ou

( ) **un individu** **Nom:** _____

Sujet : Militaire, sécurité publique et sécurité

* **Recommandation 1 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.**

Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national cohérent, coordonné et disposant des ressources suffisantes pour lutter contre la violence faite aux femmes.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

$100 millions-499.9 millions

1 an

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Les coûts économiques directs des niveaux actuels de violence des partenaires intimes s'élèvent à 1,9 milliard de dollars par année, d'après Justice Canada. Les coûts économiques directs des agressions sexuelles représentent au moins 500 millions de dollars par année. Un plan d'action national cohérent, coordonné et dirigé par le gouvernement fédéral visant à réduire les niveaux de ces formes de violence entraînera une diminution des coûts économiques directs. Par exemple, les policiers de Vancouver attribuent la réduction de 10 % des agressions sexuelles à une campagne efficace de sensibilisation du public. Une réduction de 10 % des niveaux de violence à l'échelle nationale se traduirait par des économies de 244 millions de dollars par année.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de la mise en œuvre de votre recommandation.

Les bénéficiaires directs d'une réduction des niveaux d'agressions sexuelles et de violence des partenaires intimes et de l'aide apportée aux victimes de ces crimes seraient les 1,8 million de Canadiens qui déclarent avoir subi cette forme de violence au cours des cinq dernières années. D'autres avantages directs se feraient sentir chez les 500 000 enfants et plus qui sont témoins de la violence conjugale des parents. Une plus grande sécurité offrirait d'autres avantages à la moitié de la population canadienne qui vit avec un risque évalué à 1 sur 4 de subir l'une de ces formes de violence au cours de sa vie, d'après l'Organisation mondiale de la Santé.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

Une réduction des niveaux d'agressions sexuelles et de violence des partenaires intimes réduirait considérablement la douleur et la souffrance des individus qui risquent de subir l'une de ces formes de violence et réduirait l'impact économique direct de ces formes de violence que constituent les coûts liés aux soins de santé, à la perte de productivité et d'accès à l'éducation et aux services de police et de justice pénale.

Sujet : Militaire, sécurité publique et sécurité

Recommandation 2 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

Allouer des fonds à Statistique Canada pour mener des études sur l'incidence des agressions sexuelles et de la violence des partenaires intimes sur une base annuelle, avec des tailles d'échantillons suffisamment importantes pour s'assurer d'effectuer une mesure des niveaux de violence par province et par territoire.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

$1 million-4.9 millions

1 an

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Une mesure périodique des changements survenus dans les niveaux d'agressions sexuelles et de violence des partenaires intimes permettra au gouvernement fédéral d'évaluer avec exactitude l'efficacité de ses programmes et politiques. À l'aide des évaluations précises, le gouvernement peut investir dans les programmes les plus efficaces et accroître l'efficacité des interventions. Des interventions efficaces peuvent réduire les taux de ces crimes. Une réduction de 10 % des niveaux d'agressions sexuelles et de violence des partenaires intimes à l'échelle nationale se traduirait par des économies de 244 millions de dollars par année.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

Les bénéficiaires directs d'une réduction des niveaux d'agressions sexuelles et de violence des partenaires intimes et de l'aide apportée aux victimes de ces crimes seraient les 1,8 million de Canadiens qui déclarent avoir subi cette forme de violence au cours des cinq dernières années. D'autres avantages directs se feraient sentir chez les 500 000 enfants et plus qui sont témoins de la violence conjugale des parents. Une plus grande sécurité offrirait d'autres avantages à la moitié de la population canadienne qui vit avec un risque évalué à 1 sur 4 de subir l'une de ces formes de violence au cours de sa vie, d'après l'Organisation mondiale de la Santé.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

Une réduction des niveaux d'agressions sexuelles et de violence des partenaires intimes réduirait considérablement la douleur et la souffrance des individus qui risquent de subir l'une de ces formes de violence et réduirait l'impact économique direct de ces formes de violence que constituent les coûts liés aux soins de santé, à la perte de productivité et d'accès à l'éducation et aux services de police et de justice pénale.

Sujet : Budget fédéral et service public

Recommandation 3 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

Rétablir le mandat de Condition féminine Canada de financer la recherche rattachée à une politique et accroître le financement accordé à Condition féminine pour soutenir cette recherche.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

$10 millions-99.9 millions

1 an

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Les recherches ne cessent de démontrer que les investissements dans les organisations de la société civile et l'appui au développement de la recherche collaborative sur les politiques publiques en matière de condition féminine constituent les moyens les plus efficaces de lutter contre la violence faite aux femmes et d'accroître la participation des femmes dans la vie politique et économique de leur pays. La Banque mondiale estime que la réduction de l'écart en matière de participation des femmes à la vie économique augmenterait le PIB de 10 % dans les pays à revenus élevés (y compris le Canada). Justice Canada estime que la violence des partenaires intimes coûte 7,4 milliards de dollars par année à l'économie.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

L'avantage direct du soutien accordé à la recherche visant à améliorer les politiques et les programmes serait l'augmentation du bien-être économique et de la sécurité des femmes au Canada. Les organisations de la société civile sont en contact direct et quotidien avec les femmes auxquelles elles fournissent des services. Cette expérience peut être à la base d'interventions mieux adaptées et plus efficaces pour lutter contre la violence faite aux femmes, pour éliminer les obstacles à la sécurité économique des femmes et pour accroître la participation des femmes à la vie politique.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc

Il y a de grands avantages économiques au rehaussement du statut de la femme au Canada par le soutien à l'amélioration des politiques et des programmes. Les recherches menées par la société civile sur la participation des femmes au secteur minier, par exemple, ont permis d'identifier les obstacles particuliers empêchant une participation accrue des femmes dans un secteur qui a besoin de travailleurs (une priorité indiquée dans le budget fédéral de 2013). Ces données peuvent contribuer à accroître l'emploi chez les femmes, à réduire l'écart salarial et à augmenter la croissance du PIB et les recettes fiscales fédérales.

Inscrivez ici toute explication complémentaire sur votre ou vos recommandations.

Le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) a démontré que les Canadiens peuvent faire mieux ensemble. L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral fournit un tableau précis et détaillé de l'exemple macroéconomique de politiques qui réduiraient les inégalités entre les Canadiens et favoriseraient la prospérité économique.

Au cours des 20 dernières années, le Canada a fait peu de progrès en matière de réduction des inégalités entre les femmes et les hommes. Si le Canada continue d'avancer à son rythme actuel, le CCPA estime que l'écart entre les sexes pour ce qui est de la participation à la vie économique, sociale et politique ne sera pas comblé pour les femmes canadiennes avant 228 ans.

Le Canada ne peut se permettre d'attendre aussi longtemps.

L'élimination de la violence contre les femmes est essentielle pour assurer la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et politique de notre pays. La violence augmente l'insécurité économique des femmes, empêche leur participation à la vie politique et porte atteinte à leurs réalisations dans le domaine de l'éducation. La violence contre les femmes coûte également des milliards de dollars à notre économie chaque année.

L'écart entre les sexes a des répercussions négatives sur l'ensemble des Canadiens. Il réduit la croissance économique, rend notre main-d'œuvre moins flexible et entraîne des coûts élevés pour nos familles et nos collectivités.

Investir dans des politiques et des programmes qui visent à combler l'écart entre les sexes épargnera des milliards de dollars à notre économie, favorisera la croissance du PIB d'au moins 10 % et augmentera notre sûreté et notre sécurité.

*Veuillez noter que vous devez obligatoirement proposer une recommandation.